Israel, p.34
7. (...)ibidem
8. Entretien à Saïda, 23 août 1994.
9. F.A. Sayegh op.cit. p.26
10. Idem
11. X. Baron op.cit. p. 151 (Charte de l'OLP, article 22)
12. *Arab Theologians on Jews and Israel* op.cit. p.37
13. *Arab Theologians on Jews and Israel* op.cit. p.37
14. A. Rubinstein : *Le retour à Sion*. Keter, 1977. p.64
15. Ibidem, p.65
16. Ibidem p.70
17. A. Koestler : *La tour d'Ezra*. Livre de poche, 1977. p.48
18. Entretien à L'Institut de Jérusalem, le 11 juin 1995
19. A. Rubinstein, op cit p.70
20. Z. Sternhell : *Aux origines d'Israël*. Fayard, 1995. p.227
21. Y. Harkabi : *Palestine et Israël*. Ed de l'Avenir, 1972. pp.242-243
22. Z. Sternhell, op.cit. p.514

[GUERRE CIVILE EN ISRAËL ?]

LE "MUR D'AIRAIN", PROJET GÉOPOLITIQUE DU SIONISME. ISRAËL VEUT DEPUIS TOUJOURS SE SÉPARER, AUTANT QUE FAIRE SE PEUT, DES PALESTINIENS. RÉALISTES ET RÊVEURS : LE TOURNANT D'UNE PARTIE DES TRAVAILLISTES. OSLO EN SOUS-MAIN. LES ARABES NE VEULENT PAS LA PAIX. LA SOLUTION : UNE ACTION UNILATÉRALE

Y a-t-il une vie après Olso ?

EMMANUEL NAVON

L'Intifada d'al-Aqsa a pris Israël par surprise en septembre 2000 et fait peser de sérieux doutes sur la possibilité de mettre une fin pacifique, par le processus d'Oslo, au conflit qui oppose le monde arabe au sionisme depuis un siècle. En ouvrant le feu contre l'État hébreu alors que le Premier ministre Barak acceptait de transférer 90 % des territoires et Jérusalem-est à la Palestine en gestation tout en renonçant à une souveraineté israélienne sur le Mont du Temple, Arafat portait un coup mortel au présupposé de la paix : Israël et les Palestiniens, par l'abandon respectif de revendications nationales, allaient pouvoir coexister, précisément, pacifiquement.
La gauche israélienne, cependant, renâcle à admettre l'échec d'Oslo. Bien que l'OLP ait libéré des terroristes du Hamas (mouvement dit de la résistance islamique, né en 1988, qui combat pour la destruction de l'État d'Israël et la création d'un État palestinien islamique) et du Jihad islamique, qu'elle coordonne avec ces organisations des attaques contre des citoyens et soldats israéliens. Les militaires entrés par erreur à Ramallah n'ont-ils pas été lynchés alors qu'Oslo prévoyait une liberté de circulation pour les Israéliens dans les villes palestiniennes? L'antique synagogue de Jéricho et la tombe de Joseph n'ont-elles pas été profanées et détruites par les Palestiniens alors qu'Oslo était censé protéger nos droits à prier dans les cités des Palestiniens?
Il reste assez surprenant que les Israéliens de gauche se veuillent, dans pareil contexte, les garants du réalisme politique dans le pays.

Les sources de la nation

Vladimir Jabotinsky, le leader du sionisme "révisionniste" historique, pensait que jamais les Arabes n'accepteraient volontairement la transformation de la

Palestine du Mandat en un État juif; il s'opposait aux idéalistes selon lesquels un fort développement économique les convaincrait de se rendre aux arguments du sionisme. Dans ces conditions, les Juifs n'avaient d'autre choix que de leur imposer le projet par la force et de protéger le territoire de l'État hébreu à venir par un mur d'airain. La gauche juive avait beau dénoncer le caractère "immoral" de ces conceptions, Jabotinsky ne décrivait pas les Arabes comme il souhaitait qu'ils fussent, il reconnaissait leurs sentiments pour ce qu'ils étaient. D'où encore le régime d'autonomie qu'il était prêt à accorder à la minorité arabe vivant dans le pays d'Israël à venir. D'où enfin son aptitude à reconnaître les limites de l'entreprise sioniste : l'importance par exemple du soutien britannique (adresse à des membres du parlement en juillet 1937 qui présentait l'État juif en gestation comme un atout pour Londres); certains documents prouvant qu'il était prêt à accepter le projet de partition de la même année dans un cadre territorial un peu modifié.

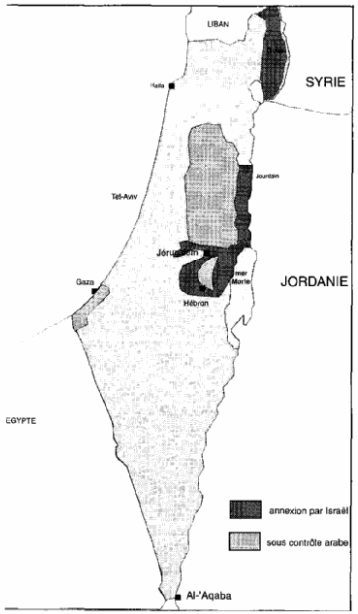
Certes, Menahem Begin s'était ouvertement opposé au pragmatisme et au réalisme de Jabotinsky lors du troisième congrès mondial du Betar (mouvement de jeunesse de l'aile droite du sionisme révisionniste) en 1938. Cela ne l'empêche pas de s'y rallier partiellement quand il devient Premier ministre en 1977. Pour lui, le traité de paix avec l'Égypte qui reconnaît désormais l'existence d'Israël après avoir compris que l'État hébreu ne saurait être détruit, constitue justement l'illustration parfaite de la théorie du mur d'airain. Mustafa Khalil, secrétaire général du parti socialiste au pouvoir, n'exprime-t-il pas brutalement les raisons qui poussent Sadate à faire la paix : "nous savons ne pas avoir la moindre chance de gagner une guerre contre vous et devons rechercher une autre solution; et puis, vous avez la bombe atomique". Begin suit encore Jabotinsky avec son plan d'autonomie pour les Arabes de Judée-Samarie (Cisjordanie) : abolition du gouvernement militaire d'occupation; élection par les résidents d'un conseil pour administrer leur vie quotidienne; sécurité et ordre public sous la responsabilité d'Israël; droit aux habitants de la Judée-Samarie et Gaza d'opter librement pour la nationalité israélienne ou jordanienne. En somme, ce n'est pas de gaieté de cœur que Begin restituait le Sinaï aux Egyptiens et qu'il acceptait de restreindre la souveraineté d'Israël sur la Judée-Samarie; il avait tout simplement pris acte des limites imposées au contrôle militaire sur les Territoires et de l'impossibilité, sur le long terme, de le maintenir. C'est pourquoi Moshe Arens, ministre des Affaires étrangères de 1988 à 1990, essaie d'établir un dialogue avec les Palestiniens modérés de Judée-Samarie et d'organiser des élections locales; en émergeraient des leaders avec lesquels négocier un statut intérimaire dans le cadre des accords de Camp David. L'OLP fait alors tout son possible pour prévenir, à partir de Tunis, ces efforts et Yasser Arafat menace de cribler de balles quiconque parlera de mettre un terme à la violence. De fait, le maire de Naplouse, Zafer Al-Masri, qui avait plaidé pour des négociations directes entre les représentants locaux et Israël sera exécuté par elle. Itzhak Shamir, ancien membre du Lehi (Combattants pour la Liberté d'Israël), appartient à la branche radicale de la droite israélienne et récuse au contraire de Begin et d'Arens le plan d'autonomie, prenant ainsi le risque de devoir négocier avec une délégation non élue qui posera la question de l'OLP et de Jérusalem-est. Pire, il s'accommode du fait que le statu quo menace, sur la longue durée, de miner les fondements juifs et démocratiques de l'État d'Israël. Chez lui prime la volonté de puissance qui s'oppose au réalisme prôné historiquement par Jabotinsky et à Camp David par Begin.

De la droite à la gauche

Comme la droite israélienne, la gauche est elle aussi divisée entre les réalistes et les rêveurs. Mais alors qu'à droite on rêve de pouvoir ignorer les réalités, à gauche il y a ceux qui pensent que prêcher le moralisme et le pacifisme suffit à changer le Moyen-Orient. L'intelligentsia d'*Eretz Israel*, avant l'instauration de l'État hébreu, abhorrait l'idée qu'un peuple qui retournait à une terre habitée par d'autres devrait le faire par la force. On s'était convaincu qu'un État binational constituerait une alternative acceptable pour le monde arabe et que la coopération économique suffirait à établir des relations pacifiques entre les deux communautés. Au centre des représentations de cette gauche universitaire, l'idée que le fédéralisme et la supranationalité permettraient, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de dépasser le nationalisme et la souveraineté. Le mouvement *Ihud*, lui-même héritier d'associations pacifistes comme *Brith Shalom*, *Kedma Mizraha* et la ligue pour le rapprochement et la coopération judéo-arabe, tracera le cadre auquel se réfère aujourd'hui le "camp de la paix" : malgré la révolte arabe de 1936 et l'opposition farouche des Arabes au sionisme, l'immigration juive dans le pays en Palestine devait pouvoir se poursuivre sous les auspices - *Deus ex machina* - de la coexistence pacifique. Judah Magnes, le leader d'*Ihud*, récusait toute partition de la Palestine, il s'opposait à l'établissement d'un État juif qui altérerait la pureté du judaïsme et irait à contresens de la communauté fédérale des nations, du sens de l'Histoire; au contraire, il avait soutenu la mise en place de la Ligue arabe qui lui semblait correspondre au nouveau monde à venir. Au contraire, David Ben Gourion et le Mapai socialiste reconnaissaient et acceptaient le fait que le sionisme, après les révoltes arabes de 1929 et de 1936 et dès lors que Londres prenait graduellement ses distances quant aux engagements envers le foyer national juif, devrait imposer son projet par la force. "*De la puissance, il nous faut de la puissance!*" clamait Ben Gourion en février 1937. Et plus loin : "*malheureux peuple que nous sommes, nous pataugeons en Pologne et baignons ici dans notre sang; en quoi le sort des Arabes me concerne-t-il?*" C'est par réalisme qu'il concédait une partition temporaire de la Palestine : "dès que nous serons devenus puissants, une fois notre État établi, nous l'annulerons et nous nous étendrons sur tout le territoire d'Israël". Mais quant aux Arabes la situation était claire : "eux et nous

Plan Allon

Source : Limes, 4/95



voulons la même chose, la Palestine ; voilà le point fondamental de conflit !" Ben Gourion et Jabotinsky en étaient arrivés à une conclusion identique : seule l'élévation d'Israël à la puissance militaire plongerait les Arabes dans le désespoir et les contraindrait à accepter un État juif en Palestine, à se rendre à une évidence abhorrée, à négocier avec l'ennemi par excellence. Une différence, cependant, entre les deux hommes : Ben Gourion ne refusait pas le compromis territorial provisoire alors que Jabotinsky lui était opposé ; mais quand le cabinet israélien repoussa d'une voix, le 26 septembre 1948, le projet de s'emparer de la Cisjordanie, le premier n'en vit pas moins dans cette décision une cause d'affliction pour les générations à venir.

Ben Gourion avait parmi ses protégés et héritiers spirituels deux hommes qui allaient faire carrière : Yitzhak Rabin et Shimon Peres. Le premier, qui va devenir Premier ministre en juin 1974, se préoccupe essentiellement de la sécurité de l'État ; il nomme ministre des Affaires étrangères son ancien aide de camp à la Haganah (force de défense juive) Yigal Allon. En tant qu'ex-officier du Palmah (troupes d'élite), ce dernier veut conquérir tout le territoire de la Palestine occidentale du Mandat dont l'ONU avait recommandé la partition et juge l'entreprise aussi désirable que réalisable. Il pense qu'Israël, en 1949, a gagné la guerre mais perdu la paix, que la carte de l'époque sera source de maintes guerres. Après la guerre des Six-Jours, Allon soumet au gouvernement le plan qui portera son nom : annexion de la vallée du Jourdain, de l'est du désert de Judée, du "bloc d'Etzion", et de l'environnement nord de Jérusalem ; le statut d'autonomie au reste de la Cisjordanie où sont concentrées les populations arabes sera négocié avec celles-ci. Tout comme Allon, Rabin voit dans le Jourdain une ligne vitale de frontière mais juge insupportable l'intégration d'un million d'Arabes supplémentaires à l'intérieur de l'État juif. Du moment où les frontières de l'armistice de 1949, indéfendables, invitent à l'agression, il conviendra de faire passer environ un tiers de la Cisjordanie et la bande de Gaza, dans le cadre d'un traité de paix, sous souveraineté israélienne. Partenaire souhaité par Rabin quant aux négociations sur les territoires dont se retirera Israël, leur ancien propriétaire, la Jordanie. L'OLP, organisation terroriste créée par la Ligue arabe trois ans avant la guerre des Six-Jours avec pour objectif la destruction d'Israël - les assassins de Kiryat Shmonah et de Ma'alot - n'entre pas en ligne de compte. Dès lors que le roi Hussein annonce qu'il rompt les liens avec la Cisjordanie, l'option jordanienne, en 1988, ne peut qu'être écartée. Rabin, ministre de la Défense de 1984 à 1990 dans les deux cabinets d'union nationale, plaide maintenant, soutenu par Arens, pour des négociations avec des leaders palestiniens de Cisjordanie élus. Ce sera sa politique jusqu'à Oslo, la sécurité primant dans son esprit sur la paix.

Ce qui vaut également pour Peres, fervent supporter du mur d'airain version Ben Gourion jusqu'au tournant à la fin des années 80. N'écrit-il pas dans son livre La Nouvelle Étape de 1965 que la colonisation juive tempère l'ardeur guerrière des Arabes, que ceux-ci ne perçoivent pas comme preuve de droiture les déclarations israéliennes de paix mais y voient un signe de faiblesse, que le réalisme consiste à s'appuyer sur sa propre force ? Ministre de la Défense de 1974 à 1977, Peres est considéré comme le faucon du cabinet. Il s'oppose totalement à des négociations avec l'OLP, une organisation qui touche des millions de dollars à partir des pays arabes pour assassiner indistinctement des hommes, femmes et enfants juifs, civils et militaires. Quand Sadate annonce spectaculairement en novembre 1977 son intention de venir à la Knesset pour y discuter de paix avec Israël, Peres y voit pure tactique à ne pas prendre au sérieux. Premier ministre en 1984, il confirme sa volonté de négocier avec la Jordanie et non avec l'OLP et les terroristes. Sa conviction : l'OLP ne peut ni ne veut négocier un compromis sur les bases de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU parce que ses dirigeants ne sont pas nés dans les Territoires et ne les représentent pas ; la plupart d'entre eux viennent de territoires faisant aujourd'hui partie d'Israël ; l'OLP constitue l'obstacle majeur à une solution du problème palestinien ; le roi Hussein, lui-même, n'a-t-il pas taxé Arafat, revenu sur une promesse d'accepter la résolution 242, de menteur dans son discours à la nation de février 1986 ?

Quatorze mois après ces accusations jordaniennes, Peres et Hussein paraphent l'accord secret de Londres : négociations sur la Cisjordanie mais sans l'OLP, que Shamir rejettera – Peres a agi de son propre chef pour ne pas parler

d'aval – et qui sera par la suite désavoué par Hussein en mai 1987. Deux mois après, Shamir et Hussein se rencontrent à nouveau secrètement à Londres; en septembre, le secrétaire d'État américain George Shultz suggère aux deux parties de négocier le statut de la Cisjordanie consécutivement à une rencontre symbolique avec des délégués syriens, égyptiens et libanais sous les auspices des USA et de l'URSS. Cette fois, c'est Shamir qui accepte et Hussein qui refuse parce qu'il n'a aucune confiance dans le partenaire. Trois mois plus tard éclate l'Intifada et Hussein renonce officiellement en juillet 1988 à toutes revendications sur la Cisjordanie, reconnaissant l'OLP comme unique représentation des Palestiniens. Les travaillistes, privés de l'option jordanienne, avaient le choix entre deux solutions : adopter les thèses de la droite Likud sur l'autonomie ou négocier avec l'OLP. Rabin adopta la première position, Peres la seconde.

Dès lors que l'administration Reagan décide en novembre 1988 d'entamer un dialogue nourri avec des représentants de l'OLP, Rabin comprend qu'il doit agir rapidement. Lui et Moshe Arens, le ministre Likud des Affaires étrangères, formulent ce qui allait devenir l'Initiative israélienne de Paix, approuvée par le cabinet le 14 mai 1989 et qui appelait à des élections en Judée-Samarie et à Gaza ainsi qu'à la mise en œuvre des accords de Camp David. Les deux hommes font alors une tournée des capitales européennes et tentent de convaincre leurs interlocuteurs dirigeants, parmi les Palestiniens, de résister aux menaces de l'OLP et d'accepter l'autonomie. Or, la gauche travailliste a déjà initié un dialogue avec l'OLP et milite pour un départ du gouvernement d'union nationale. Arens se plaint alors amèrement auprès de Rabin quant aux méthodes subversives – discussions avec les Egyptiens, contacts avec l'OLP, exfiltration de documents réservés aux médias – de Peres et de ses jeunes disciples; sans que le second discute.

Les "jeunes disciples" sont des gens comme Yossi Beilin et Uri Savir qu'on a pu qualifier de "génies autoproclamés" ayant décidé unilatéralement une "transsubstantiation" des Palestiniens. Beilin a tourné le dos à la théorie du mur d'airain et s'est converti après la guerre de Yom Kippur en 1973, comme il l'explique lui-même, découvrant à quel point les espaces colonisés étaient dérisoires et se convainquant de rejoindre le parti travailliste pour y renforcer le camp de la paix. Tournant décisif donc : pour le Yossi Beilin nouveau, les Palestiniens, une fois récupérés les territoires conquis par Israël en 1967 au sein d'un État à eux, accepteraient de vivre en paix avec le voisin. Une représentation tout à fait opposée à celle du mur d'airain selon laquelle les Arabes ne se résoudraient que contraints par la force à l'existence d'Israël. Beilin initie des contacts avec l'OLP dès le début des années 80; il est assisté par Yair Hirschfeld, professeur à l'université de Haïfa, ami de Bruno Kreisky, le chancelier autrichien qui a reçu Yasser Arafat comme un chef d'État à Vienne en juillet 1979. Beilin s'oppose farouchement à ce que passe la loi "la plus réactionnaire et la plus honteuse de l'histoire d'Israël", en 1986, qui interdit aux citoyens israéliens des contacts avec des représentants de l'OLP. Il est l'un des rares hommes politiques du pays à se louer du tournant de l'administration Reagan sur le dialogue avec l'OLP et fait tout ce qu'il peut pour saboter les efforts de Rabin et Arens quand ceux-ci veulent organiser des élections en Judée-Samarie et à Gaza. Alors que Peres lui-même a rejeté la suggestion du ministre néerlandais des Affaires étrangères, Max van der Stuhl, d'établir un canal secret de négociations avec l'OLP aux Pays-Bas, en mars 1989, Beilin part trois mois plus tard pour La Haye négocier une déclaration de principes avec Hafif Safieh, le représentant de l'organisation en Hollande; il se met en août 1990 d'accord avec des leaders de l'OLP à Jérusalem sur un cadre de négociations à venir; il maintiendra cette position, malgré l'intervention avortée de terroristes sur une plage israélienne le 30 mai 1990 et l'appui enthousiaste apporté par Arafat à Saddam Hussein durant la guerre du Golfe. Quatre jours avant les élections législatives de juin 1992 en Israël, Beilin définit secrètement avec le Palestinien Faisal Husseini un ordre du jour de négociations. Après les élections, Rabin se résout bon gré mal gré à la nomination du "caniche de Peres" en qualité de numéro deux des Affaires étrangères. Et premier engagement de celui-ci sitôt entré en fonctions : il milite pour que soit abrogée la loi de 1986, ce qui se produit de fait en janvier 1993 sans que Rabin, hostile, ait cependant pris part au vote. Beilin n'informe d'ailleurs pas Peres et Rabin des négociations qui ont commencé à Oslo en décembre 1992 entre Yair Hirschfeld, Ron Pundak et Abu Ala, car il sait bien que Rabin aurait interrompu le processus avant même qu'il ne débute. En février 1993, les trois négociateurs se mettent d'accord sur des principes de base et Beilin en informe Peres, abasourdi, qui traite Hirschfeld et Pundak de fous et transmet l'information à Rabin. Ce dernier estime d'abord que ces conversations peuvent faire avancer les négociations de Washington entre Israéliens et Jordano-Palestiniens, mais ne prend pas Oslo au sérieux. Quand on lui demandera plus tard pourquoi il n'avait partagé le secret avec personne de son entourage proche, il répondra franchement qu'il avait des doutes sur un quelconque résultat. Mais Oslo place Rabin devant un dilemme : d'une part, il est hostile à des négociations avec l'OLP; d'autre part, il sait que son engagement électoral à trouver un accord avec les Palestiniens d'ici mars 1993 n'était pas réaliste. Au même moment, Hirschfeld et Pundak n'attendent que son aval pour trouver un agrément avec Abu Ala. En mai, Rabin se décide à envoyer le directeur général des Affaires étrangères, Uri Savir, à Oslo. Mais il expédie tout de suite après une lettre exaspérée à Peres, lui reprochant le fait que les négociations secrètes aient été initiées sans qu'il en soit informé, sans consulter l'armée et accusant l'OLP de manipuler Israël à Oslo de façon à saboter les discussions de Washington. Il y avait là un revirement de Rabin que Beilin ne parvenait pas à s'expliquer. Or, le premier était déchiré : Oslo signifiait une révolte contre la théorie du mur d'airain à laquelle il avait adhéré toute sa vie; mais Oslo offrait un moyen de composer avec les

Palestiniens. Il y aura néanmoins dans cette affaire une ruse de l'Histoire : Israël allait resusciter une OLP défaite et ruinée dès lors que les États-Unis avaient interrompu le dialogue avec cette organisation et finalement accepté la position israélienne selon laquelle l'organisation de Tunis ne représentait pas les Palestiniens de Judée-Samarie et de Gaza. Le secrétaire d'État James Baker n'admettait-il pas à propos de l'Intifada que l'autorité de l'OLP, au cas où les Palestiniens de l'intérieur décideraient d'agir par eux-mêmes, s'en trouverait diminuée? Et l'ambassadeur US Martin Indyk n'avait-il pas publié en 1991 un article intitulé Peace without the PLO, soutenant qu'une combinaison du recul de l'OLP et de l'impact de l'Intifada pouvait avoir pour effet un déplacement du pouvoir de Tunis aux leaders locaux, plus sensibles aux problèmes des populations.

Rabin finit par souscrire à Oslo, mais on peut douter que ce Premier ministre qui a immédiatement campé le tableau après son élection en juin 1992 - élections dans les Territoires, négociations sur l'autonomie palestinienne conformément aux accords de Camp David, statut final reposant sur les principes du plan Allon, ait pleinement apprécié le caractère subversif d'Oslo. Le processus contredit Camp David sur quatre points : abandon du pilier de la politique israélienne depuis 1967, soit la distinction entre l'OLP de Tunis et les Palestiniens de Judée-Samarie et de Gaza ; Jérusalem incluse dans les négociations ; référence à un problème général des réfugiés, donc incluant ceux de 1948 et non simplement les personnes déplacées de 1967 ; reconnaissance du droit des Palestiniens à une autonomie territoriale et non plus simplement fonctionnelle. Il y a là une contradiction avec tous les principes de Rabin, exposés en juillet 1992 : Jérusalem non négociable, pas de contacts avec l'OLP en tant qu'organisation. Ses déclarations confuses sur le conflit israélo-arabe entre Oslo et sa mort tragique ne parviennent pas à nous éclairer.

Peres, au contraire, fournira un exposé détaillé. Il n'a pas initié Oslo, mais l'a pleinement assumé. Le processus, idéaliste, s'oppose au principe du mur d'airain qui avait guidé toute sa carrière. Il avance cependant audacieusement, admet avoir changé et décide d'expliquer ce revirement dans son Nouveau Moyen-Orient, le livre qu'il publie après la signature des accords d'Oslo. Il aurait réalisé qu'il vivait dans un monde nouveau et serait du même coup devenu un homme nouveau ; ce n'est pas lui qui a d'abord changé mais le monde. Et dans le monde nouveau de Peres, au-delà des idéologies, les rivalités économiques ont pris la place de la confrontation militaire ; le sionisme était l'affaire d'un autre âge, de l'ancien monde et Israël doit apprendre à s'adapter aux conditions historiques : déclin progressif des nationalismes, effacement graduel des frontières, de la puissance militaire, de la souveraineté nationale. Cercle vertueux de Peres au Moyen-Orient : la prospérité entraînera la démocratie qui à son tour conduira à la paix. En somme : il nous demande de signer des accords avec des dictatures tout en admettant que la paix ne peut s'établir qu'entre États démocratiques. En conclusion : la gauche israélienne, de tourner le dos au mur d'airain, a perdu le droit de parler au nom d'un quelconque réalisme.

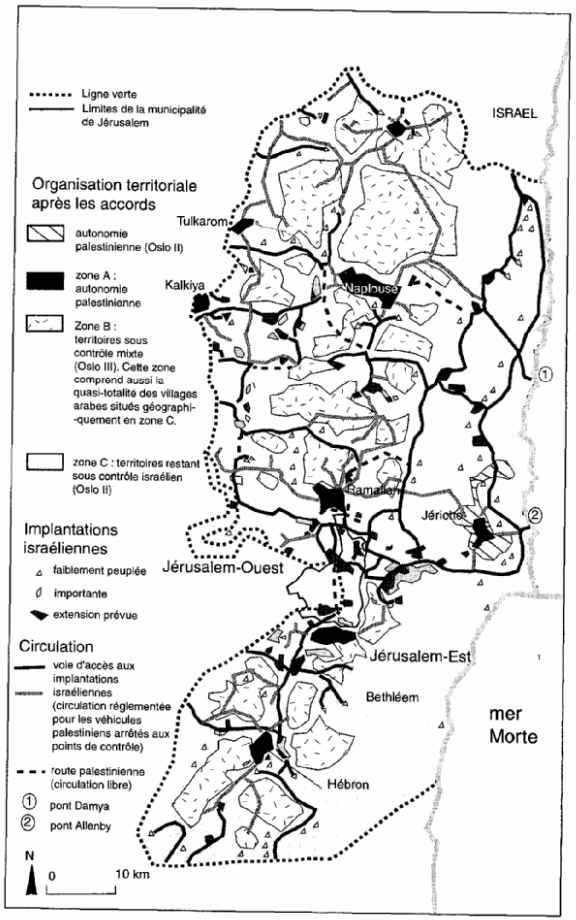
Il faut revenir au Mur d'Airain

Sept ans après la signature de la Déclaration de Principes entre Israël et l'OLP, avec les architectes d'Oslo dans des fonctions éminentes au gouvernement travailliste, le pays se trouve embourbé dans une guérilla avec l'OLP à l'intérieur de ses propres frontières ; il n'y a plus d'ambassadeur égyptien ou jordanien à Tel-Aviv ; les relations économiques avec le Maroc, la Tunisie, Oman et le Qatar ont été interrompues ; Israël se trouve aussi isolé dans le monde qu'avant la Conférence de Madrid en octobre 1991 ; et le Moyen-Orient est à l'aube d'une nouvelle guerre régionale. Un fiasco, la substitution au mur d'airain du Nouveau Moyen-Orient. D'ailleurs, si les conquêtes de 1967 avaient été la raison du conflit israélo-arabe, pourquoi le monde arabe réclamait-il la destruction d'Israël avant la guerre des Six-Jours? Pour la gauche, la Syrie ne veut que le Golan, l'OLP ne veut que la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-est, le Hezbollah ne voulait que le sud-Liban ; dès lors qu'ils auront récupéré tous ces territoires, Israël pourra vivre en paix. Mais s'il en est ainsi, pourquoi Assad a-t-il repoussé l'offre de Barak qui lui proposait 99 % du Golan? Pourquoi Arafat a-t-il refusé 90 % de la Cisjordanie et Jérusalem-est? Pourquoi le Hezbollah continue-t-il de nous combattre alors que nous nous sommes retirés de notre zone de sécurité au sud-Liban?

Les architectes d'Oslo se trompent à deux égards. Ils croient qu'Israël fera pleinement partie du Moyen-Orient quand nous aurons abandonné chaque pouce de territoire conquis en 1967 ; ils pensent que l'OLP a changé. Prenons l'exemple de la paix avec l'Égypte. Comme s'en souvient Moshe Arens, il était difficile de comprendre, en Israël, pourquoi Le Caire, après avoir récupéré le Sinaï, faisait une histoire formidable pour Taba, ce kilomètre carré autrefois désertique et désormais partie de la station touristique d'Eilath et restitué sur arbitrage international en septembre 1988 ; on y criait de fait "*à Taba aujourd'hui, demain en Palestine*!" Durant les deux décennies de paix avec l'Égypte, Le Caire a rappelé deux fois son ambassadeur à Tel-Aviv : pendant la guerre du Liban et l'Intifada d'al-Aqsa ; le gouvernement égyptien n'a jamais tenté de modérer les médias du pays dans leur propagande anti-israélienne ; la coopération économique entre Israël et l'Égypte ne s'est pas concrétisée ; Le Caire n'a jamais renoncé - 12 milliards par an pour la défense - à sa doctrine d'achats massifs d'armes, alors que le pays n'est en rien menacé. Tout ce qu'Israël peut attendre de l'Égypte, c'est un statut précaire de non-belligérance. Sadate avait signé la paix pour récupérer le Sinaï, mais l'Égypte ne souhaite pas ouvrir son économie à la mondialisation qui finirait par miner son gouvernement autoritaire. De même pour la Syrie qui n'a pas l'intention de céder aux sirènes de la démocratisation. Le président Bashar Assad n'a-t-il pas accusé Israël, lors de la conférence islamique du Qatar, en novembre

Les accords d'Oslo I et II (1993 - 1995)

Source : F. Encel, Géopolitique de Jérusalem, Flammarion, Paris, 1998



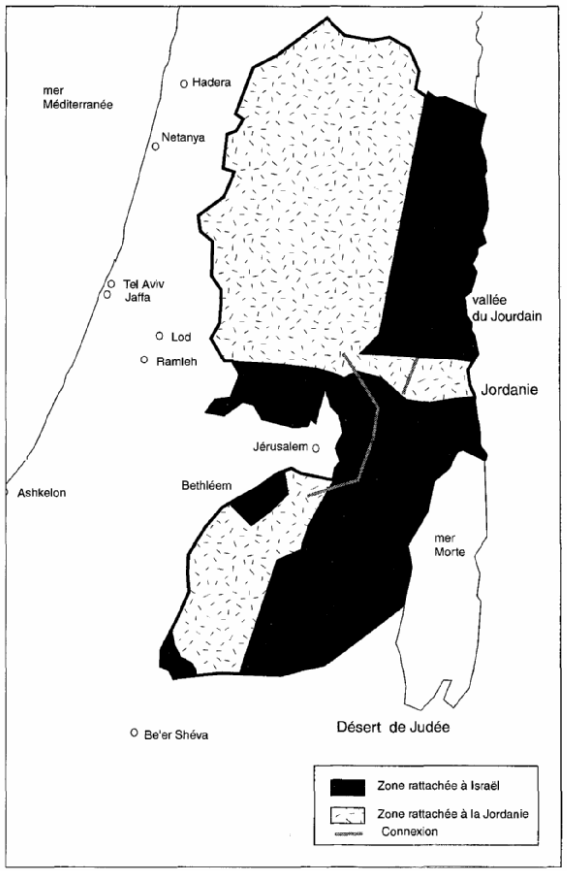
2000, de nazisme! Même le journal Ha'aretz, à tendance de gauche, admet que ce discours d'Assad nous ramenait à l'Ancien Moyen-Orient. Assad n'a aucun intérêt à la pacification de la région, il a besoin de chimères comme l'unité du monde arabe et la menace sioniste pour faire tenir son régime.

Et puis l'OLP aurait changé. Cette organisation créée en 1964 par la ligue arabe non pas pour exécuter le plan de partition de l'ONU sur les bases des frontières de l'armistice de 1949 mais dans le but de détruire Israël, comme l'affirmait d'ailleurs clairement sa charte. "*Des cessez-le-feu peut-être, mais jamais la paix*", comme le clamait un des dirigeants de l'OLP, Amar Mubari Jamal, en 1986. Ou bien une paix de Saladin, dans les termes d'Arafat en 1989, soit un agrément temporaire destiné à faciliter à terme l'expulsion des sionistes de Palestine. Objectif stratégique du leader de l'OLP, une guerre régionale au Moyen-Orient qui permettrait aux forces arabes unies de combattre et battre Israël. Voilà qui doit encore guérir le monde arabe de ses maux internes. Arafat a tenté de prendre toute sa part à l'entreprise par la formation d'un État (palestinien) dans l'État de Jordanie jusqu'à son élimination par Hussein en septembre 1971 puis au Liban d'où l'armée israélienne le chassa en 1982. Le dirigeant du Fatah Abu Ayad ne faisait pas mystère en 1985 des intentions de l'OLP : récupérer toute la Palestine occupée. Et Faruk Kadumi la même année : le droit des Palestiniens à libérer les territoires perdus en 1967 et en 1948.

Dès lors que Hussein avait renoncé en juillet 1988 à ses droits sur la Cisjordanie et Gaza, Arafat lança une offensive diplomatique destinée à lui redonner une légitimité, mais il savait qu'il lui fallait pour cela reconnaître Israël et accepter les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité; il déclara donc devant le parlement européen le 13 septembre 2000 que l'OLP était prête à accepter ces résolutions mais dans le cadre d'autres résolutions adoptées par les Nations unies, soit entre autre celle du 10 novembre 1975 qui plaçait sionisme et nazisme sur un même plan ou celle du 24 novembre 1976 fondant la solution au problème palestinien sur la charte de l'OLP, sans compter les innombrables résolutions appelant au retour des réfugiés en Israël et déniant à l'État hébreu toute souveraineté sur Jérusalem. Dans sa déclaration officielle à Genève du 13 décembre 1988, Arafat condamnait le terrorisme mais précisait aussitôt qu'il entendait par terrorisme l'exécution de Palestiniens par Israël et saluait la mémoire des "martyrs" comme Abu Jyad, responsable d'attaques terroristes contre Israël en 1974, 1978 et 1985. Appelé à clarifier sa pensée, le leader palestinien renonçait le lendemain au terrorisme et reconnaissait le droit à toutes les parties, l'État de Palestine, Israël - et non l'État d'Israël - et les États voisins à vivre dans la paix et la sécurité. Shimon Peres, lui-même, ne réagira-t-il pas à ces déclarations en notant que cette "clarification" continuait à plaider, dans l'ambiguïté et le double langage, pour la violence? Les preuves, au demeurant, se multiplient. Salim Zanun, porte-parole du Conseil national palestinien, le 23 décembre 1988 : le combat

Un projet géopolitique des nationalistes israéliens

Source : E Navon



contre l'ennemi sioniste et ses alliés se poursuit. Abu Ayad, lieutenant d'Arafat le 13 janvier 1990 : l'OLP ne s'est jamais engagée à cesser le combat armé. Naif Hawatme, leader du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le 19 avril 1989 : la révolution palestinienne s'est engagée à libérer le pays de la mer au Jourdain, du sud au nord. Rien d'étonnant à ce que l'OLP ait revendiqué l'attaque terroriste avortée contre des citoyens israéliens le 30 mai 1990. De même pour la "reconnaissance" d'Israël. Abu Ayad, le 11 février 1989 : nous n'avons pas reconnu Israël ; ni à Alger, ni par le discours d'Arafat à Genève. Et Arafat confirme en janvier 1990 : l'État d'Israël est une conséquence de la seconde guerre mondiale et il est appelé à disparaître tout comme le mur de Berlin. D'où la stratégie des étapes approuvée par le Conseil national palestinien en 1974, telle que la définit Abu Ayad en janvier 1988 : établir un État palestinien d'abord en Cisjordanie et à Gaza et mobiliser ensuite cet État en avant-poste contre Israël. Arafat corrobore cette approche après la signature de la Déclaration de Principes en 1993 : nous continuerons la marche jusqu'à ce que le drapeau de la Palestine flotte sur Jérusalem.

D'où les constantes violations des accords d'Oslo par l'OLP. Même le gouvernement Barak l'admet dans le Livre Blanc publié en novembre 2000. Usage de la violence, coopération avec le Hamas, utilisation d'armes illégales, incitation à la haine, établissement d'une police bien plus importante que les accords avec Israël ne le prévoyaient, activité des Palestiniens au-delà des territoires soumis à leur juridiction, importation d'armes par l'aéroport de Gaza, relations diplomatiques avec d'autres pays, refus d'expulser des touristes présents sur le territoire palestinien sans visa israélien, ignorance des accords économiques signés à Paris en avril 1994, vol de voitures privées et non paiement des impôts sur les véhicules, non protection des lieux saints du judaïsme tels la tombe de Joseph et l'antique synagogue de Jéricho. Et le point d'orgue : le lancement de l'Intifada d'al-Aqsa en septembre 2000. Non seulement l'OLP a utilisé les armes que lui a fournies Israël pour tirer sur des citoyens israéliens mais elle a libéré dans leur majorité les terroristes du Hamas qu'elle détenait. Comme par exemple Mohammed Deff, dirigeant militaire du Hamas, responsable d'une série d'attentats-suicide à la bombe à Jérusalem et Tel-Aviv en février-mars 1996 ainsi que du kidnapping et de l'assassinat d'un certain nombre de soldats israéliens, qui a pu s'échapper le 7 décembre 2000. L'Autorité palestinienne, censée coopérer avec Israël à l'arrestation des activistes du Hamas, condamne à mort des Palestiniens qui fournissent des informations sur cette organisation aux services de sécurité israéliens. Et Arafat fait tout pour empêcher que se développe un contexte de voisinage pacifique entre Israéliens et Palestiniens : il a interrompu les matchs de football Arab-Efrat, empêché que se mette en place une clinique à corps médical palestinien subventionnée par des donateurs américains et laminé une école palestinienne destinée à enseigner la coexistence pacifique aux élèves. Arafat continue à culti-

ver son image de combattant de la liberté, ne quitte jamais son uniforme et a circulé le 5 décembre 2000, lors de son retour à Gaza, une mitraillette à la main. Il est surprenant, compte tenu des déclarations constantes du leader palestinien, qu'Israël n'ait pas demandé la démilitarisation des territoires retournés à l'OLP comme dans le cas du Sinaï mais fourni au contraire des armes à cette organisation.

Il n'est que de consulter les manuels publiés en septembre 2000 par l'Autorité palestinienne à l'intention des six premières classes pour comprendre ses orientations. Bilan d'un sondage conduit par l'université de Bir Zeit en Cisjordanie et dans la bande de Gaza : 74,3 % des personnes interrogées ne sont pas prêtes à accepter une souveraineté israélienne sur Jérusalem-ouest même si la partie orientale devenait la capitale d'un État palestinien à venir; 91,5 % considèrent que la paix ne sera pas possible si Israël ne reconnaît pas aux Palestiniens le droit au retour; 60,2 % ne croient pas à une chance de coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens; 64,8 % ne considéreraient pas sous un angle positif une relation amicale des deux parties même en cas d'établissement d'un État palestinien.

Donc, un État juif en Palestine restera objet d'anathème non pas seulement aux yeux des militants du Hamas, mais pour tous les Palestiniens. Azmi Bishara, membre de la Knesset, estime que toute la Palestine est occupée et voilà une illustration parfaite de l'erreur commise par la gauche sioniste : elle parle des événements de 1967 comme si ceux de 1948 n'avaient pas eu lieu. Quel que soit le compromis adopté, il ne mettra pas fin au conflit qui oppose Israéliens et Palestiniens et le combat antisioniste des Arabes se poursuivra. D'où le raisonnement de Bishara selon lequel l'affaire ne pourra se conclure qu'avec une désionisation d'Israël, ce qui veut dire que l'État juif lui-même n'est pas légitime pour cet Arabe israélien; les Juifs devraient en finir avec cette bizarre histoire de sionisme! Qu'ils renoncent à la Loi du retour (pour tout juif de la diaspora), à l'Agence juive et au Fonds national juif, qu'ils reconnaissent par contre le droit aux réfugiés palestiniens de rentrer au pays dans ses frontières d'avant 1967, qu'ils abandonnent enfin l'idée même d'un État juif et la paix sera possible. En somme, Bishara perçoit Israël comme une forme nouvelle d'État croisé, mais se refuse à attendre un siècle la venue d'un autre Saladin. Ce n'est pas un terroriste du Hamas dont il s'agit ici, mais d'un titulaire de Ph.D. et d'un membre de la Knesset; la différence entre lui, d'une part, l'OLP et le Hamas, d'autre part, c'est que les seconds souhaitent détruire Israël par la guerre, alors que lui en envisage la fin par la désionisation. Il n'est que de lire les déclarations de l'actuel membre Likud de la Knesset et ancien militant de la Paix maintenant Yuval Steinitz pour comprendre son amère désillusion : avoir défilé des années durant en revendiquant un État à chaque peuple et s'entendre dénier ce droit à l'État juif par certains de ses ex-camarades!

Le retour au réalisme

Il y a une alternative à Oslo : le retour au réalisme du mur d'airain. Être réaliste, cela veut dire affronter deux faits concomitants et difficiles à admettre : d'une part, les Arabes aspireront toujours à la destruction de l'État d'Israël, quelles qu'en soient les frontières; d'autre part, l'intégration des deux millions d'Arabes qui peuplent la Judée et la Samarie équivaudrait à un suicide démographique. Il convient donc d'appliquer unilatéralement et par la force une version révisée du plan Allon. Par la force, du moment où Israël ne saurait se dégager par des négociations du bourbier palestinien : le roi Hussein avait en son temps refusé de négocier le plan Allon parce qu'il craignait pour sa vie. L'autonomie projetée par Begin fut rejetée par le monde arabe parce qu'elle annulait tout retour de leurs troupes en Cisjordani. Arafat, quant à lui, a repoussé l'offre de Barak parce qu'accepter moins de 100 % du territoire équivalait à abandonner la stratégie des étapes. Il y a donc nécessité pour Israël de concrétiser à lui seul le principe du plan Allon : un maximum de territoire avec un minimum de populations arabes à l'intérieur de ses frontières. La carte d'Oslo II indique d'ailleurs clairement que c'est le plan Allon que les négociateurs israéliens avaient alors en tête : vallée du Jourdain, partie orientale du désert de Judée et bloc d'Etzion sont encore entre nos mains; en annexant ces espaces plus d'autres fractions de zone C (sous contrôle israélien) et B (sous juridiction civile palestinienne), Israël imposera sa souveraineté sur un territoire qui n'est pas densément peuplé d'Arabes, qui présente une valeur stratégique et fait partie de notre héritage historique. Cette solution aura le mérite de maintenir sous notre autorité la majorité des colonies juives et des sites historiques de la région ainsi qu'une continuité territoriale entre les zones restant sous le contrôle des Palestiniens, même si elle implique malheureusement le démontage de colonies mineures situées en plein cœur des territoires arabes. Les Palestiniens conserveront quelque 50 % de la Cisjordanie et leur territoire se divisera en deux blocs : le nord en Samarie, relié par un corridor au Jourdain; le sud en Judée. Deux blocs qui seront reliés l'un à l'autre par une route. Une fois accompli ce projet, Israël bombardera régulièrement les infrastructures militaires que l'OLP aménagera dans les territoires restés sous sa souveraineté. Nous nous serons en quelque sorte libéré des Palestiniens tout en gardant à peu près la moitié de la Judée-Samarie et en restant conformes à la résolution 242 des Nations unies (qui stipule selon Israël – version anglaise – un retrait de et non des territoires occupés).

Pour résumer : il demeure improbable que les Arabes se rendent jamais à la légitimité de l'État d'Israël. Seule notre supériorité militaire peut les dissuader de déclencher d'autres guerres contre nous. Comme le disait l'ancien ministre des Affaires étrangères Abba Eban, au terme d'une longue carrière : les guerres et rivalités internationales ne trouveront probablement pas de fin, mais on peut raisonnablement espérer en restreindre l'importance; il y a déjà dans la prévention de la guerre une forme de paix, peut-être la seule que les nations connaîtront jamais. Le postsionisme du

Nouveau Moyen-Orient prétendu a démontré qu'il était aussi désespéré et désastreux que l'assimilation dans l'Europe de l'après 1789. Il nous reste à conserver foi en la mission historique d'Israël et dans les droits du peuple juif sur sa terre tout en faisant des compromis avec les réalités. C'est en ce sens qu'il y aura une vie après Oslo.

Traduit de l'anglais par Abraham GOLDBERG

Références bibliographiques

•Meron Medzini éd., *Israel's Foreign Relations. Selected Documents*, 3, 5, 6, 7, 9, 11, 13, Jérusalem, ministère des Affaires étrangères.

• Yaacov Bar-Siman-Tov, *Israel and the Peace Process, 1977-1982*, New York University Press, 1994

• Moshe Arens, Broken Covenant. *American Foreign Policy and the Crisis between the US and Israel*, New York, Simon & Schuster, 1995

• Shabtai Teveth, *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs : From Peace to War*, Oxford 1985

•David Ben-Gurion, *My Talks with Arab Leaders*, Jérusalem, 1972

• Shimon Peres, *The Next Stage (HaShlav Habah)*, Tel-Aviv, Am Hasefer, 1964

• George Shultz, *Turmoil and Triumph*, New York, Charles Scribner's Sons, 1993

• Ruth Lapidoth & Moshe Hirsch, *The Arab-Israeli Conflict and Its Resolution : Selected Documents*, Dordrecht & Boston & London, Martinus Nijhoff, 1992

• Ha'aretz, 1-12-2000

• Abba Eban, *Diplomacy for the Next Century*, New Haven & London, Yale University Press, 1998

•Yossi Beilin, *Touching Peace (Laga't BeShalom)*, Tel-Aviv, Yediot Aharonot, 1997

• Shimon Peres, *Battling for Peace*, Londres, Weidenfeld & Nicholson

•James A. Baker III *The Politics of Diplomacy*, New York, Putman's Sons, 1995

•Yehuda Z. Blum, *From Camp David to Oslo*, Israel Law Review 28, n°2-3, 1994

•Shimon Peres, *The New Middle East*, New York, Henry Holt, 1993

•*Ha'aretz* 14-11-2000

•*The Economist*, 18-24/11-2000, *Is Syria really changing ?*

•Benyamin Netanyahu, *A Place under the Nations (Makom Tahat HaShemesh)*, Tel-Aviv, Yediot Aharonot, 1995

•Avi Becker, *The United Nations and Israel : From Recognition to Reprehension*, Toronto, Lexington Books, 1988

•*Yediot Aharonot*, 17-11-1994

•*Ma'ariv*, 16-11-1994

•*Ha'aretz*, 24-11-2000

•*Jerusalem Post*, 7-12-2000

•*Ha'aretz Supplement*, 22-5-1998

•*Jerusalem Post Magazine*, 8-12-2000

•Abba Eban, *Interest and Conscience in Modern Diplomacy*, New York, Coucil on Religion and International Affairs, 1985

•Abba Eban, *The New Diplomacy : International Affairs in the Modern Age*, New York, Random house, 1983

ESTABLISHMENT ASHKÉNAZE DE GAUCHE. BELLE VIGUEUR DES SÉFARADES, RUSSES, DE LA *MIDDLE CLASS*, DU PEUPLE "ÉTIQUETÉ" À DROITE" COMME DES ORTHODOXES. DISLOCATION, NON ; LA NATION SE POLITISE. ENFIN PRENDRE EN COMPTE LES ARABES ISRAÉLIENS. *LITTLE AMERICA ?*

Israël à la cinquantaine : âge critique ou début de la maturité ?

RICHARD ZREHEN

La "nation" israélienne en débat

À 52 ans, l'État d'Israël semble être en pleine crise d'identité ; jamais, alors que les pourparlers en vue de la résolution du conflit avec les Palestiniens ont quelque mal à se poursuivre, ne se sera posée avec autant d'acuité la question de ce qu'est, peut ou doit être l'État d'Israël, n'aura été débattue aussi vivement, violemment, la question de la " nation israélienne ".

Longtemps, la perspective " laïque " a dominé ; celle des fondateurs de l'État et de leurs enfants, héritiers de la gauche européenne du début du XX[e] siècle, positiviste, anticléricale sinon franchement athée, collectiviste, égalitaire, gauche éclairée mais retenue de glisser sur sa pente pacifiste par l'hostilité armée qui l'entourait, résolue à faire exister sa forme singulière de socialisme dans un seul pays. Les juifs observants accrochés à leurs croyances, règles et pratiques désuètes, reliques d'un monde disparu dans l'horreur et l'indifférence d'une grande partie du monde civilisé, étaient regardés avec un peu d'affection et beaucoup de condescendance : condamnés à s'éteindre lentement, condamnés par le progrès inéluctable des Lumières.

Les petits-enfants des fondateurs ont découvert avec effroi [1] que l'élection, en 1977, du nationaliste de droite Menahem Begin, ancien de l'*Irgoun* (mouvement clandestin de la droite sioniste) et héritier du leader sioniste révisionniste